

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent | AR690 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Caza, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 avril 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	30
Charges par objets	31
Fonds local d'investissement	32
Fonds local de solidarité	34
Excédent (déficit) accumulé	36
Avantages sociaux futurs	40

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	47
Analyse des charges	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve», les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, l'organisme municipal n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. La municipalité régionale de comté n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisé pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers, aux charges ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-Laurent** inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 7 avril 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	3 674 345	3 594 282	3 315 323
Transferts	4	4 048 973	3 889 763	2 409 474
Services rendus	5	1 591 556	852 291	1 327 524
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	61 325	183 507	92 446
Autres revenus	10	4 050	2 521	349 540
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 380 249	8 522 364	7 494 307
Charges				
Administration générale	14	4 017 915	3 516 290	3 232 188
Sécurité publique	15	229 550	222 436	124 872
Transport	16	2 137 043	2 086 734	1 584 347
Hygiène du milieu	17	573 045	686 504	345 049
Santé et bien-être	18	616 700	946 209	641 163
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 246 650	1 089 628	1 073 444
Loisirs et culture	20	749 314	340 858	246 249
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	34 040	34 085	34 463
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 604 257	8 922 744	7 281 775
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(224 008)	(400 380)	212 532
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 538 807	5 326 275
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		5 538 807	5 326 275
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		5 138 427	5 538 807

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 839 395	3 335 892
Débiteurs (note 5)	2	2 539 667	2 748 044
Prêts (note 6)	3	59 450	124 583
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	8 438 512	6 208 519
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 653 427	1 273 835
Revenus reportés (note 11)	12	4 350 209	1 885 922
Dette à long terme (note 12)	13	1 642 914	1 843 014
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	7 646 550	5 002 771
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	791 962	1 205 748
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	4 195 348	4 299 151
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	3 381	6 673
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	147 736	27 235
	23	4 346 465	4 333 059
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 138 427	5 538 807
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	5 138 427	5 538 807
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	5 138 427	5 538 807
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(224 008)	(400 380)	212 532
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	122 265)(	119 051)(	183 002)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		222 854	211 859
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(122 265)	103 803	28 857
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		3 292	(6 673)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(120 501)	78 045
	13		(117 209)	71 372
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(346 273)	(413 786)	312 761
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		1 205 748	892 987
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		1 205 748	892 987
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		791 962	1 205 748

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(400 380)	212 532
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	222 854	211 859
Autres			
▪ Prov. moins-value	3.1	(14 372)	17 443
	4	(191 898)	441 834
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	208 377	(190 283)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	379 592	(243 113)
Revenus reportés	8	2 464 287	249 712
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	3 292	(6 673)
Autres actifs non financiers	12	(120 501)	78 045
	13	2 743 149	329 522
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	119 051)(	183 002)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(119 051)	(183 002)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20	79 505	100 051
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	79 505	100 051
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	884 300	140 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 084 400)(	208 160)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	(200 100)	(68 160)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 503 503	178 411
Solde déjà établi	31	3 335 892	3 157 481
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	3 335 892	3 157 481
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	5 839 395	3 335 892

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité Régionale de Comté Le Haut-Saint-Laurent est constituée en vertu de l'article 166 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Sans objet

a) Périmètre comptable

Sans objet

b) Partenariats

Sans objet

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations et la provision pour prêt douteux.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité régionale de comté consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Sans objet

E) Actifs non financiers

La municipalité régionale de comté comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	40 ans
Bâtiments:	40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**Stocks**

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité régionale de comté bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés au moment où la municipalité régionale de comté bénéficiera des services acquis.

F) Revenus**Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert**

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de quotes-parts sont constatés dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Revenus de transfert

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité régionale de comté, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité régionale de comté comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité régionale de comté est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité régionale de comté sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:
 - pour les prêts aux entreprises liés au FLI: au fur et à mesure de l'encaissement des prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**I) Instruments financiers**

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-values.

L'organisme municipal évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 5 839 395	3 335 892
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 5 839 395	3 335 892
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 5 839 395	3 335 892
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 5 839 395	3 335 892
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 884 300	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 505 941	1 160 992
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	55 842	47 962
Organismes municipaux	13	173 424	254 654
Autres			
▪ Amendes et frais de cour	14.1	748 269	1 230 617
▪ Autres tiers	14.2	56 191	53 819
	15	2 539 667	2 748 044
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	31 751	43 343
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	83 516	25 399
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 087 556	1 003 272
Ministère de la Culture et des Communications	25		5 000
Autres ministères/organismes	26	334 869	127 321
	27	1 505 941	1 160 992

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêts FLI - PAUPME	30.1	49 293	107 344
▪ Prêts FLS	30.2	10 157	17 239
	31	59 450	124 583
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	47 122	94 438

Note

Les prêts d'un montant de 59 450 \$ (2023 – 124 583 \$) portent intérêt à des taux variant de 3 % à 6.95 % (2023 - 0% à 6.95 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2025 et 2027 (2023 – 2024 et 2027).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
		37	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
		42	

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité régionale de comté a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 1 500 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de cette marge de crédit est de 1 500 000\$ (2023: 1 500 000\$).

De plus, la MRC a autorisé et négocié auprès d'une institution financière, une seconde marge de crédit. Cette marge de crédit, d'un montant de 20 000 \$, porte intérêts au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024) plus 5.5 %. Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de cette marge de crédit est de 20 000\$ (2023: 20 000\$).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	598 083	417 071
Salaires et avantages sociaux	44	33 679	88 914
Dépôts et retenues de garantie	45	15 617	9 168
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	47.1	521 920	452 774
▪ Organismes municipaux	47.2	249 950	123 890
▪ Intérêts courus sur la dette	47.3	2 655	1 847
▪ Vacances et avantages sociaux	47.4	231 523	180 171
	48	1 653 427	1 273 835

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	1 716 633	
Accès entreprise Québec	52	37 624	169 977
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	84 328	84 328
Autres			
▪ SOFIL	54.1	213 815	213 815
▪ FRR	54.2	1 032 644	1 281 195
▪ MTQ	54.3	91 595	53 371
▪ Plan climat	54.4	1 053 724	
▪ Autres	54.5	116 467	79 857
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Recouvrement et autres	62.1	3 379	3 379
	63	4 350 209	1 885 922

Note

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 4 346 830 \$ (2023 – 1 882 543 \$). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement au transport en commun, à l'habitation, aux actions climatiques, à la promotion, au développement économique et au tourisme. Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque l'organisme respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	4,07	4,07	2034	2034	64	884 300	959 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2030	2030	66	743 614	868 614
Organismes municipaux	4,00	4,00			67	15 000	15 000
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	1 642 914	1 843 014
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	1 642 914	1 843 014

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		72 600			72 600
2026	74		75 800	518 843		594 643
2027	75		79 000	3 879		82 879
2028	76		82 400	3 350		85 750
2029	77		86 000			86 000
2030 et plus	78		488 500	232 542		721 042
	79		884 300	758 614		1 642 914
Intérêts et frais accessoires	80		()	()		()
	81		884 300	758 614		1 642 914

Note

Des dettes à long terme au gouvernement du Québec, d'un montant de 743 614 \$ (2023 – 868 614 \$), constituent des emprunts sans intérêts, remboursables selon les modalités prévues aux contrats de prêt. Aux échéances, de 2026 à 2030, les montants remboursables seront déterminés selon les actifs recouvrables assujettis.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme excluent le montant du refinancement de 488 500 \$ qui devra être réalisé en 2029.

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	243 645
Autres régimes (REER et autres)	88	106 788
Régimes de retraite des élus municipaux	89	4 877
	90	248 522
		113 720

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
▪	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103				
Autres					
▪	104.1	2 283 344			2 283 344
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 654 228			3 654 228
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108				
Ameublement et équipement de bureau	109	324 674	119 051	11 749	431 976
Machinerie, outillage et équipement divers	110	168 709		5 395	163 314
Terrains	111	373 614			373 614
Autres	112				
	113	6 804 569	119 051	17 144	6 906 476
Immobilisations en cours	114				
	115	6 804 569	119 051	17 144	6 906 476
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118				
Autres					
▪ Parc régional	119.1	455 720	57 084		512 804
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 907 554	91 356		1 998 910
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123				
Ameublement et équipement de bureau	124	95 551	57 974	11 749	141 776
Machinerie, outillage et équipement divers	125	46 593	16 440	5 395	57 638
Autres	126				
	127	2 505 418	222 854	17 144	2 711 128
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	4 299 151			4 195 348
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Divers	143.1	147 736
Autres		27 235
▪	144.1	
	145	147 736
		27 235

Note**19. Obligations contractuelles****Évaluation**

La Municipalité Régionale de Comté s'est engagée en vertu d'un contrat concernant les différents services d'évaluation relatifs à l'application du processus de confection et de tenue à jour des rôles d'évaluation foncière pour les années 2020 à 2025. Les montants à verser au cours du prochain exercice relativement à ce mandat sont de 537 208 \$ plus les taxes applicables.

Service de transport par autobus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Municipalité Régionale de Comté s'est engagée en vertu d'un contrat concernant les services de transport par autobus du 1er janvier 2024 au 30 juin 2025. Les montants à verser au cours du prochain exercice relativement à ce mandat sont de 717 859 \$ plus les taxes applicables.

Autres

La Municipalité Régionale de Comté s'est également engagée en vertu de divers contrats ayant des échéances variant de 2022 à 2027. Les versements futurs estimatifs à verser relativement à ces contrats au cours des prochains exercices s'établissent comme suit:

2025	398 621 \$
2026	74 333 \$
2027	19 333 \$

20. Droits contractuels

Subventions

Dans le cadre de programmes de subventions gouvernementales pour la réalisation de divers projets, la municipalité régionale de comté et le gouvernement du Québec ont signé des ententes dans lesquelles le gouvernement s'est engagé à verser une somme totale de 10 629 642 \$. La MRC doit également investir une somme de 347 978 \$ pour la réalisation de ces projets. Au 31 décembre 2024, des revenus totaux de 4 957 749 \$ ont été comptabilisés et un solde de 5 671 883 \$ demeure disponible pour des projets futurs.

Location de terrain

La municipalité régionale de comté a conclu une entente de location de terrain avec LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉOLOGIE DANS LE HAUT-SAINT-LAURENT. Le bail est d'une durée de trois ans à partir du 1er avril 2023 avec une reconduction tacite pour trois années supplémentaires à compter du 1er avril 2026. Le loyer est de 9 000 \$ par année jusqu'en 2026. Par la suite, le loyer annuel sera établi à 10 000 \$ jusqu'au 31 mars 2029.

21. Passifs éventuels

Sans objet

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Sans objet

B) Auto-assurance

Sans objet

C) Poursuites

Sans objet

D) Autres

Sans objet

22. Actifs éventuels

Sans objet

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Sans objet

24. Redressement aux exercices antérieurs

Sans objet

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers net(de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation et des amendes et pénalités), aux prêts et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes à la consommation et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	1 320 478	828 631
moins de 30 jours	940	478
de 30 à 60 jours	-	1 039
plus de 60 jours	79 269	582 792
	1 400 687	1 412 944
Moins la provision pour créances douteuses	(0)	(8 748)
	1 400 687	1 404 196

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	8 748
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	(8 748)
Montants recouverts	-
Solde à la fin	-

La municipalité régionale de comté est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

L'organisme municipal estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-values est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

	2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	--	--	--	--	--	--
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 528 844	43 613	5 809	(106)	1 578 160	
Intérêts courus à payer	2 655	--	--	--	2 655	
Dettes	72 600	763 272	393 142	413 900	1 642 914	
	1 604 099	806 885	398 951	413 794	3 223 729	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	--	–	–	–	--
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 140 297	31 487	5 843	(140)	1 177 487
Intérêts courus à payer	1 847	–	–	–	1 847
Dettes	75 100	651 323	197 949	918 642	1 843 014
	1 217 244	682 810	203 792	918 502	3 022 348

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé aux risques suivants:

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 699 969	4 699 969
Prêts	106 572	-	106 572
Placements de portefeuille	--	-	--
Passifs financiers			
Emprunts	-	--	--
Dettes	1 642 914	-	1 642 914

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 630 922	1 630 922
Prêts	219 021	-	219 021
Placements de portefeuille	--	-	--
Passifs financiers			
Emprunts	-	--	--
Dettes	1 843 014	-	1 843 014

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 31 636 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (13 674 \$ en 2023).

26. Accès Entreprise Québec

La municipalité régionale de comté a conclu une entente avec le Ministre de l'économie et de l'Innovation du Québec relativement au versement d'une aide financière afin de permettre la création du réseau "Accès entreprise Québec". Le détail de l'affectation de l'aide financière s'établit comme suit:

Transferts

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Année financière 2020-2021	100 000 \$	
Année financière 2021-2022	200 000	
Année financière 2022-2023	118 945	
Année financière 2023-2024	158 126	
Année financière 2024-2025	<u>81 281</u>	
Total	658 352 \$	
Dépenses		
Dépenses 2021	80 050 \$	
Dépenses 2022	153 403	
Dépenses 2023	173 641	
Salaires ressources AEQ	132 388	(2 ressources, temps plein)
Avantage sociaux AEQ	28 923	
Frais de déplacement	161	
Frais de bureau	3 134	
Honoraires	<u>49 028</u>	
Total	620 728 \$	
Solde résiduel	<u>37 624\$</u>	(Revenu reporté - note 11)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	3 674 345	3 594 282		3 594 282	3 315 323	
Transferts	4	4 048 973	3 889 763		3 889 763	2 409 474	
Services rendus	5	1 591 556	852 291		852 291	1 327 524	
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	61 325	183 507		183 507	92 446	
Autres revenus	10	4 050	2 521		2 521	349 540	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	9 380 249	8 522 364		8 522 364	7 494 307	
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21						
	22	9 380 249	8 522 364		8 522 364	7 494 307	
Charges							
Administration générale	23	4 017 915	3 370 291	145 999	3 516 290	3 232 188	
Sécurité publique	24	229 550	209 824	12 612	222 436	124 872	
Transport	25	2 137 043	2 086 734		2 086 734	1 584 347	
Hygiène du milieu	26	573 045	686 073	431	686 504	345 049	
Santé et bien-être	27	616 700	946 209		946 209	641 163	
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 246 650	1 083 678	5 950	1 089 628	1 073 444	
Loisirs et culture	29	749 314	282 996	57 862	340 858	246 249	
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	34 040	34 085		34 085	34 463	
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		222 854	(222 854)			
	34	9 604 257	8 922 744		8 922 744	7 281 775	
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(224 008)	(400 380)		(400 380)	212 532	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(224 008)	(400 380)	212 532
Moins : revenus d'investissement	2 ()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(224 008)	(400 380)	212 532
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		222 854	
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		222 854	
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		79 505	96 334
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		(14 372)	20 328
	15		65 133	116 662
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			15 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (	75 100)	(	200 100)
	18	(75 100)	(200 100)	(193 160)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	122 265)	(	119 051)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	423 698	267 336	
Excédent de fonctionnement affecté	21		433 489	394 314
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 325)	(89 858)	(319 440)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			94 088
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	299 108	491 916	(14 040)
	26	224 008	579 803	(90 538)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		179 423	121 994

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	101 384)(	166 053)
Sécurité publique	3 (	6 771)(	9 219)
Transport	4 ())
Hygiène du milieu	5 (	5 107)()
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	5 789)(	5 294)
Loisirs et culture	8 (	)	2 436)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	119 051)(	183 002)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 ())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	119 051	183 002
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	119 051	183 002
	20		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	135 700	132 878	133 066
Autre	2	2 208 300	2 261 462	1 970 804
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3	28 300	28 923	26 542
Autres	4	451 245	560 477	380 433
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	5 369 147	4 166 176	3 386 040
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	25 040	26 500	27 107
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	9 000	7 585	7 356
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16	530 200	514 463	221 252
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	462 000	531 736	583 283
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		222 854	211 859
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	380 000	433 053	314 716
prov. Créances/Prov. moins val.	21.2	5 325	36 637	19 317
	22	9 604 257	8 922 744	7 281 775

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	4 304	5 073
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	3 290	6 624
Autres revenus	3		
	4	7 594	11 697
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	(13 585)	15 847
Autres créances douteuses	7		
	8	(13 585)	15 847
Autres charges	9		383
	10	(13 585)	16 230
Excédent (déficit) de l'exercice	11	21 179	(4 533)
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	586 740	511 797
Placements de portefeuille	13	147 438	143 134
Débiteurs	14	706	723
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	95 286	194 145
Provision pour moins-value	16	(45 993)	(86 801)
	17	49 293	107 344
	18	784 177	762 998
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	19 499	19 499
Revenus reportés	20		
Dettes à long terme	21	743 614	743 614
	22	763 113	763 113
Solde du Fonds local d'investissement	23	21 064	(115)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	734 178	654 931
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	734 178	654 931

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts à des entreprises, taux variant de 3 % à 3.95 %, échéances variables de mai 2025 à octobre 2027.

Note sur la dette à long terme

Les encaissements à recevoir au cours des trois prochains exercices s'établissent comme suit:

	2025	2026	2027
	88 058 \$	3 878 \$	3 350 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Emprunt au montant de 526 072 \$ dû au Gouvernement du Québec, constitué d'un prêt octroyé par la MEI dans le cadre du FLI.

Billet à payer, sans intérêt, remboursable par un premier versement le 1er juin 2026, égal au solde du prêt consenti que la MRC n'aura pas investi le 31 décembre 2025. Par la suite, cinq versements annuels consécutifs seront effectués le 1er juin de chaque année d'un montant égal aux sommes reçues durant la période de 12 mois précédent le 31 décembre, à titre de remboursement de capital investi par la MRC, et un versement final le 1er juin 2032, égal à l'évaluation des placements du fonds au 31 décembre 2031, jusqu'à concurrence du solde du prêt.

Les sommes reçues du MEI sous forme de prêts au bénéfice du fond local d'investissement doivent être utilisées uniquement pour effectuer des prêts, garantie de prêts, cautionnements, acquisitions d'obligations ou autre titres d'emprunt, participation au capital social et/ou participation au capital-actions à des entreprises en démarrage ou en expansion sur le territoire de la MRC.

Dans la mesure où, le 1er juin 2032, la MRC ne dispose pas de liquidités suffisantes pour acquitter en totalité le solde du prêt consenti, ce solde devra être remboursé à demande. Aux fins de déterminer le montant du remboursement alors exigé, le Ministère prendra en considération la situation financière et les liquidités disponibles du fonds local d'investissement, telles qu'elles apparaissent aux états financiers audités au 31 décembre 2031.

Emprunt au montant de 217 542 \$ dû au Gouvernement du Québec, constitué d'un prêt octroyé par le MEI dans le cadre du FLI.

Billet à payer, sans intérêt, remboursable par un versement le 31 mars 2030.

Les sommes reçues du MEI sous forme de prêts au bénéfice du fonds local d'investissement doivent être utilisées uniquement pour effectuer des prêts d'urgence au moyennes et petites entreprises visant à favoriser l'accès à des capitaux pour maintenir, consolider ou relancer les activités des entreprises affectées par la pandémie de la COVID19.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	1 035	1 044
Autres revenus	3	125 000	232 961
	4	126 035	234 005
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
Autres créances douteuses	7	(787)	4 482
	8	(787)	4 482
Intérêts sur la dette à long terme	9	600	320
Autres charges	10		
	11	(187)	4 802
Excédent (déficit) de l'exercice	12	126 222	229 203
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	366 614	355 685
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	33	56
Prêts aux entreprises	16	11 286	24 876
Provision pour moins-value	17	(1 129)	(7 637)
	18	10 157	17 239
	19	376 804	372 980
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	6 379	3 777
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	15 000	140 000
	23	21 379	143 777
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	11 286	24 876
Excédent (déficit) non affecté	25	344 139	204 327
	26	355 425	229 203
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	366 614	355 685
Supportant les engagements de prêts	28		
	29	366 614	355 685

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêts à des entreprises, taux variant de 6.45 % à 6.95 %, échéances variable d' août 2025 à octobre 2026. Les encaissements à recevoir au cours des deux prochains exercices s'établissent comme suit:

2025	2026
6 931 \$	4 355 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme, autorisée à 750 000 \$, est représentée par un emprunt non garanti du Fond local de Solidarité. L'emprunteur peut rembourser ce prêt par multiples de 10 000 \$. Le prêt porte intérêt à un taux de 4 %

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	767 338	1 299 843
Excédent de fonctionnement affecté	2	633 552	622 449
Réserves financières et fonds réservés	3	1 125 653	1 035 795
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(699 164)	(759 031)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 311 048	3 339 751
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 138 427	5 538 807
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	767 338	1 299 843
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	767 338	1 299 843
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Transport en commun taxibus	12.1	182 582	168 775
▪ Transport en commun autobus	12.2	36 169	29 976
▪ Budget subséquent	12.3	414 801	423 698
	13	633 552	622 449
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	633 552	622 449

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	50 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	47 676
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	715 386
Fonds local de solidarité	28	360 267
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪ FIL	30.1	
	31	1 125 653
	32	1 035 795
	1 125 653	1 035 795

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	758 614)(
Autres		883 614)
▪	55.1 ()(
	56 (	758 614)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	59 450
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	124 583
Autres		
▪	61.1	
	62	59 450
	63 (	699 164)(
		124 583
		759 031)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 () ()	() ()
	66	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 4 195 348	4 299 151
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69 59 450	124 583
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 4 254 798	4 423 734
Ajustements aux éléments d'actif	73 (59 450)	(124 583)
	74 4 195 348	4 299 151
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (1 642 914)	(1 843 014)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ()	()
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 758 614	883 614
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (884 300)	(959 400)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()	()
	82 (884 300)	(959 400)
	83 3 311 048	3 339 751

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

À compter du 1er janvier 2008, la M.R.C. Le Haut-Saint-Laurent a adhéré au volet à prestations déterminées du Régime de retraite des employés municipaux du Québec (RREMQ). Étant un régime inter-employeurs pour lequel la M.R.C. Le Haut-Saint-Laurent n'agit pas à titre de promoteur, sa participation à ce régime doit être comptabilisée comme un régime à cotisations déterminées.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	106 788
	110	243 645
		106 788

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	4
		4

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 821	2 169
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	4 877	6 932
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	4 877	6 932

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	40 200	40 864	25 403
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	15 000	48 402	9 298
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	677 278	550 841	17 655
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	655 000	572 895	524 998
Transport adapté	57	227 571	318 128	279 317
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72	55 695	42 251	76 046
Protection de l'environnement	73		59 292	
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	200 000	364 733	194 716
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79		(2 362)	50 000
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	560 000	887 537	463 070
Autres	82			1 575
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	14 913	32 863	12 077
Réseau d'électricité				
	86			
	87	2 445 657	2 915 444	1 654 155

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	120 000	144 936	127 991
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	1 483 316	829 383	627 328
Autres	138			
	139	1 603 316	974 319	755 319
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 048 973	3 889 763	2 409 474

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	306 000	65 449	231 747
	144	306 000	65 449	231 747
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174		2 239	
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176	1 500		
Autres	177			
	178	1 500	2 239	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			32 354
	182			32 354
Réseau d'électricité				
	183			
	184	307 500	67 688	264 101

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185	741 500	454 778	698 708
Évaluation	186	500	4 535	210
Autres	187	426 477	197 700	231 746
	188	1 168 477	657 013	930 664
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	35 000	4 009	10 788
Transport adapté	199	73 629	125 462	113 345
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	108 629	129 471	124 133
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	300	817	259
Autres	210			
Cours d'eau	211		(11 937)	
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	300	(11 120)	259

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	4 150	6 752	6 762
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	2 500	587	1 605
Autres	223			
	224	6 650	7 339	8 367
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227		1 900	
	228		1 900	
Réseau d'électricité	229			
	230	1 284 056	784 603	1 063 423
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 591 556	852 291	1 327 524

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236			
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237			
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	61 325	183 507	92 446
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	4 050	2 521	349 540
	250	4 050	2 521	349 540
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	215 100	160 372		162 114
Greffe et application de la loi	2	733 500	519 525	2 934	675 860
Gestion financière et administrative	3	1 518 650	1 639 885	143 065	1 265 620
Évaluation	4	573 556	573 555		558 138
Gestion du personnel	5	2 500	461		461
Autres					
▪ Autres	6.1	974 609	476 493		570 456
	7	4 017 915	3 370 291	145 999	3 232 188
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	7 950	8 577	12 612	22 830
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	221 600	201 247		102 042
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	229 550	209 824	12 612	124 872
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	677 278	550 840		17 655
Enlèvement de la neige	15				
Éclairage des rues	16				
Circulation et stationnement	17				
Transport collectif					
Transport en commun	18	1 459 765	1 535 894		1 566 692
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	2 137 043	2 086 734		1 584 347

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28	82 850	83 907	281	84 188
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	63 000	126 821		126 821
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	340 000	289 013	150	289 163
Protection de l'environnement	38		59 291		59 291
Autres	39	87 195	127 041		127 041
	40	573 045	686 073	431	686 504
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	200 000	364 733		364 733
Autres	42				
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	416 700	581 476		581 476
	45	616 700	946 209		946 209

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	278 025	305 973	1 574	307 547	319 973
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	617 325	482 002	3 994	485 996	533 851
Tourisme	50	219 250	204 997		204 997	149 114
Autres	51	132 050	90 706	382	91 088	70 506
Autres	52					
	53	1 246 650	1 083 678	5 950	1 089 628	1 073 444
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55					
Piscines, plages et ports de plaisance	56					
Parcs et terrains de jeux	57					
Parcs régionaux	58	66 600	45 703	57 084	102 787	116 623
Expositions et foires	59					
Autres	60					
	61	66 600	45 703	57 084	102 787	116 623
Activités culturelles						
Centres communautaires	62					
Bibliothèques	63					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	682 714	237 293	778	238 071	129 626
Autres	66					
	67	682 714	237 293	778	238 071	129 626
	68	749 314	282 996	57 862	340 858	246 249

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	25 040	26 500		26 500	27 107
Autres frais	71					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	9 000	7 585		7 585	7 356
	74	34 040	34 085		34 085	34 463
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		222 854 (	222 854)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	11
Frais de financement par activités	12
Rémunération des élus	13

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	119 051	133 548
Machinerie, outillage et équipement divers	19		49 454
Terrains	20		
Autres	21		
	22	119 051	183 002

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	119 051	183 002
	12	119 051	183 002

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	959 400		75 100	884 300
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	959 400		75 100	884 300
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	883 614		125 000	758 614
Autres	17				
	18	883 614		125 000	758 614
	19	1 843 014		200 100	1 642 914
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 843 014		200 100	1 642 914

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	1 642 914
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	758 614
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	884 300
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

Endettement net à long terme	13	884 300
	14	

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	884 300

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	884 300
--	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
69005	Canton de Havelock	1.1	33 555
69010	Municipalité de Franklin	1.2	67 228
69017	Municipalité de Saint-Chrysostome	1.3	88 642
69025	Municipalité de Howick	1.4	26 070
69030	Paroisse de Très-Saint-Sacrement	1.5	52 740
69037	Municipalité d'Ormstown	1.6	141 975
69045	Municipalité de Hinchinbrooke	1.7	85 160
69050	Municipalité d'Elgin	1.8	20 402
69055	Ville de Huntingdon	1.9	79 473
69060	Canton de Godmanchester	1.10	57 462
69065	Municipalité de Sainte-Barbe	1.11	75 760
69070	Municipalité de Saint-Anicet	1.12	137 317
69075	Canton de Dundee	1.13	18 516
		2	884 300

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	119 051	183 002
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	119 051	183 002

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
Ensemble des municipalités			
69005	Canton de Havelock	1.1	122 733
69010	Municipalité de Franklin	1.2	246 327
69045	Municipalité de Hinchinbrooke	1.3	296 216
69050	Municipalité d'Elgin	1.4	79 577
69055	Ville de Huntingdon	1.5	222 411
69060	Canton de Godmanchester	1.6	196 781
69065	Municipalité de Sainte-Barbe	1.7	251 867
69070	Municipalité de Saint-Anicet	1.8	512 934
69075	Canton de Dundee	1.9	77 318
69017	Municipalité de Saint-Chrysostome	1.10	264 795
69025	Municipalité de Howick	1.11	70 346
69030	Paroisse de Très-Saint-Sacrement	1.12	181 944
69037	Municipalité d'Ormstown	1.13	473 632
		2	2 996 881
Certaines municipalités			
69005	Canton de Havelock	3.1	15 639
69010	Municipalité de Franklin	3.2	39 650
69045	Municipalité de Hinchinbrooke	3.3	48 207
69050	Municipalité d'Elgin	3.4	15 490
69055	Ville de Huntingdon	3.5	43 694
69060	Canton de Godmanchester	3.6	93 322
69065	Municipalité de Sainte-Barbe	3.7	43 238
69070	Municipalité de Saint-Anicet	3.8	104 525
69075	Canton de Dundee	3.9	5 169
69017	Municipalité de Saint-Chrysostome	3.10	6 971
69025	Municipalité de Howick	3.11	19 221
69030	Paroisse de Très-Saint-Sacrement	3.12	28 832
69037	Municipalité d'Ormstown	3.13	133 443
		4	597 401
		5	3 594 282

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	581 055	581 056	565 618
Autres	3	1 344 000	1 344 000	1 280 004
Sécurité publique				
Police	4	7 950	7 950	7 958
Sécurité incendie				
Premiers répondants	5			
Autres	6	190 300	182 359	90 006
Sécurité civile	7			
Autres	8			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	9			
Enlèvement de la neige	10			
Autres	11			
Transport collectif	12	468 565	468 565	460 031
Autres	13			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	14			
Réseau de distribution de l'eau potable	15			
Traitement des eaux usées	16			
Réseaux d'égout	17			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	18	65 000	65 000	70 006
Matières recyclables	19	62 700	62 700	66 712
Autres	20			
Cours d'eau	21	340 000	267 877	161 038
Protection de l'environnement	22			
Autres	23	25 000	25 000	25 002
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	24			
Autres	25			
Autres	26	50 000	50 000	50 008
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	27	158 775	158 775	156 906
Rénovation urbaine	28			
Promotion et développement économique	29	151 000	151 000	152 018
Autres	30			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	31	180 000	180 000	180 008
Activités culturelles				
Bibliothèques	32			
Autres	33	50 000	50 000	50 008
	34	3 674 345	3 594 282	3 315 323

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	34,50	3 682,30	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,10	0,20	37,25	*****	*****	*****
Cols blancs	3	34,00	34,50	52 005,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	2,00	5,00	4 134,56	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	38,10		59 859,11	*****	*****	*****
Élus	9	13,00			144 550	17 127	161 677
	10	51,10			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	891 023				891 023
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	2 983 740			15 000	2 998 740
	7	3 874 763			15 000	3 889 763

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 585	7 356
	4	7 585	7 356
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27		
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	600	321
Autres	36		
	37	600	321
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	25 900	26 786
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	25 900	26 786
Réseau d'électricité			
	42		
	43	34 085	34 463

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
	1.1				

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	50 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	1 997 \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	11 805 \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	145 923 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	82 053 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	44 669 \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	16 316 \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	217 542 \$
Ligne 24 : Libres	20	(50 551) \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	500 311 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	500 311 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

La question 16 s'applique aux MRC seulement

16. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

98

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-04-16

Nom du signataire : Pierre Caza

Fonction du signataire : Directeur général et greffier-trésorier

Date de transmission au Ministère : 2025-04-16

Date et heure de la dernière modification : 2025-04-09 12:50

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent | [AR690](#) |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	9 380 249	8 522 364	7 494 307
Investissement	2			
	3	9 380 249	8 522 364	7 494 307
Charges	4	9 604 257	8 922 744	7 281 775
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(224 008)	(400 380)	212 532
Moins : revenus d'investissement	6 ()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(224 008)	(400 380)	212 532
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		222 854	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			15 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	75 100)	(200 100)	(208 160)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	122 265)	(119 051)	(183 002)
Excédent (déficit) accumulé	12	421 373	610 967	168 962
Autres éléments de conciliation	13		65 133	116 662
	14	224 008	579 803	(90 538)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		179 423	121 994

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	5 839 395	3 335 892
Débiteurs	2	2 539 667	2 748 044
Prêts	3	59 450	124 583
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	8 438 512	6 208 519
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	1 653 427	1 273 835
Revenus reportés	10	4 350 209	1 885 922
Dettes à long terme	11	1 642 914	1 843 014
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13		
	14	7 646 550	5 002 771
Actifs financiers nets (dette nette)	15	791 962	1 205 748
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	4 195 348	4 299 151
Autres	17	151 117	33 908
	18	4 346 465	4 333 059
Excédent (déficit) accumulé	19	5 138 427	5 538 807

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	767 338	1 299 843
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Transport en commun taxibus	2.1	182 582	168 775
▪ Transport en commun autobus	2.2	36 169	29 976
▪ Budget subséquent	2.3	414 801	423 698
	3	633 552	622 449
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	50 000	47 676
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6		
Fonds local d'investissement	7	715 386	636 155
Fonds local de solidarité	8	360 267	351 964
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪ FIL	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(699 164)	(759 031)
Financement des investissements en cours	12		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	3 311 048	3 339 751
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	5 138 427	5 538 807

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	884 300
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	884 300

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	884 300	959 400
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	758 614	883 614
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	1 642 914	1 843 014

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12			
Compensations tenant lieu de taxes	13			
Quotes-parts	14	3 674 345	3 594 282	3 315 323
Transferts	15	4 048 973	3 889 763	2 409 474
Services rendus	16	1 591 556	852 291	1 327 524
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17			
Autres	18	65 375	186 028	441 986
	19	9 380 249	8 522 364	7 494 307
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22			
Autres	23			
	24			
	25	9 380 249	8 522 364	7 494 307

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	4 017 915	3 370 291	145 999	3 516 290	3 232 188
Sécurité publique						
Police	2	7 950	8 577	12 612	21 189	22 830
Sécurité incendie	3	221 600	201 247		201 247	102 042
Autres	4					
Transport						
Réseau routier	5	677 278	550 840		550 840	17 655
Transport collectif	6	1 459 765	1 535 894		1 535 894	1 566 692
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8					
Matières résiduelles	9	145 850	210 728	281	211 009	119 291
Autres	10	427 195	475 345	150	475 495	225 758
Santé et bien-être	11	616 700	946 209		946 209	641 163
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	278 025	305 973	1 574	307 547	319 973
Promotion et développement économique	13	968 625	777 705	4 376	782 081	753 471
Autres	14					
Loisirs et culture	15	749 314	282 996	57 862	340 858	246 249
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	34 040	34 085		34 085	34 463
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	9 604 257	8 699 890	222 854	8 922 744	7 281 775
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		222 854 (	222 854)		
	21	9 604 257	8 922 744		8 922 744	7 281 775

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	119 051)(	183 002)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	119 051	183 002
Excédent accumulé	6		
	7		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		

Extrait du rapport financier, page S14